

VŒUX DU PRESIDENT EDOUARD FRITCH
AU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL
MARDI 19 JANVIER 2021

Monsieur le président du Conseil économique, social, environnemental et culturel,

Monsieur le Vice-président,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les membres du Bureau du CESEC,

Mesdames et Messieurs les conseillers,

Madame la secrétaire générale et son équipe,

Chers amis,

C'est un plaisir pour moi d'être accueilli ici, aujourd'hui, pour cette traditionnelle cérémonie des vœux. Je vous en remercie chaleureusement.

Permettez-moi de vous adresser, à chacune et à chacun d'entre vous mes meilleurs vœux de santé, de paix et de prospérité. Ces vœux vont bien entendu aux organisations et entités que vous représentez, mais également et surtout, à vos familles et à vos proches.

Permettez-moi également de féliciter, à nouveau, le bureau du CESEC et son président, dernièrement élus. Je formule vœu que nous continuerons à dialoguer en bonne compréhension pour l'intérêt collectif de notre Pays.

Ce n'est pas un exercice facile, vous en conviendrez, de résumer une année aussi complexe et aussi singulière que celle qui vient de s'achever. Les évènements auxquels nous avons dû faire face étaient non seulement imprévisibles par leur soudaineté et par leur ampleur, mais surtout, ils ont impacté pour la première fois, l'ensemble de la planète en nous questionnant sur nos modes de vie et nos façons traditionnelles de penser.

Il nous appartient désormais de mettre à profit les enseignements que nous retenons de cette période inédite tant sur le plan de la santé que sur celui de la solidarité y compris nationale. Nous devons également intégrer dans nos visions d'avenir, la fragilité structurelle de notre modèle économique.

Enfin, il sera prudent d'agir avec clairvoyance mais aussi avec positivité car il faudra faire confiance aux forces vives de ce Pays et aux jeunes polynésiens pour imaginer des voies alternatives pour un développement plus durable et plus solidaire

La Polynésie française, au même titre que les pays du monde entier, a subi et subit encore une crise sanitaire sans précédent qui est l'origine d'une cascade de problèmes économiques, sociaux, mais aussi culturels et sociétaux.

Qui aurait cru il y a un an de cela qu'un virus bouleverserait le cours de nos existences ? Les voyants étaient au vert, un avenir plutôt rassurant nous souriait.

Aujourd'hui, l'idée même que nous nous faisons de notre société, de notre organisation, de notre mode de vie, a pour ainsi dire été bousculée, voire bouleversée. Il faut en être conscient.

Tous, nous nous inscrivons désormais dans un nouveau paradigme et nous devons nous y adapter.

Dès le début de la crise, faut-il le rappeler, des mesures d'urgence et des moyens considérables ont été mobilisés. Un plan de sauvegarde puis de relance, organisant les mesures budgétaires et réglementaires indispensables, ont permis le déploiement massif de nombreuses aides publiques.

La situation a nécessité une réaction forte et solidaire de tous. A ce titre, je voudrais saluer l'extraordinaire mobilisation des personnels soignants et de tous les professionnels de santé, qui sont en première ligne et impliqués pour faire face à la pandémie. Qu'ils en soient remerciés.

Je voudrais saluer cette force d'âme des Polynésiennes et Polynésiens ; force qui nous a permis de repousser le joug de la menace et de continuer à lutter contre le fléau.

Je rends hommage à celles et ceux qui ont fait preuve de courage, de ténacité durant cette période difficile et faite d'incertitudes. Je les remercie du fond du cœur.

Enfin, je n'oublierai pas de remercier les chefs d'entreprises, notamment les artisans qui, par leur attitude citoyenne et leur témérité, ont su éviter le pire.

Je tiens aussi à souligner l'impulsion forte et déterminante des institutions, en particulier de l'Etat et du Pays. Cette action concertée à laquelle s'est rajoutée celle des communes, des Eglises et de la société civile, a été remarquable et déterminante pour lutter contre le fléau.

Nos bonnes relations avec l'Etat et en particulier son représentant, le Haut-commissaire, Monsieur Dominique SORAIN, ont été un facteur capital dans la gestion coordonnée et raisonnée de la crise.

Nous avons démontré, à de multiples reprises, notre capacité à nous mobiliser pour apporter des réponses concrètes aux sollicitations de nos entreprises et de nos concitoyens, le tout dans un climat de confiance mutuelle, fondateur de l'avenir de nos relations.

Mais de nombreux défis restent encore à venir. Nous devons absolument poursuivre ce mode de concertation pour que les actions qui seront déployées dans les prochains mois, soient puissantes et efficaces.

Tout d'abord, notre engagement en faveur de la santé publique ne faillira pas. Je souhaite au contraire consolider les moyens et les efforts pour assurer la santé des Polynésiens. De même, les gestes barrières et la distanciation sociale devront rester nos premiers remparts contre la propagation de la pandémie, tant que cela restera nécessaire.

Un effort sans précédent sera également engagé pour permettre le plus rapidement possible, la vaccination d'une grande majorité de la population qui constitue, faut-il l'indiquer l'un des seuls remparts contre la pandémie de la COVID 19. J'exhorte d'ailleurs les polynésiens à suivre cette démarche vaccinale non seulement pour se protéger mais aussi pour protéger les autres.

Cette vaccination est volontaire et gratuite. Malgré cette affirmation publique, je constate qu'il y a des manifestations, des expressions de doute, des contestations, etc. Je le répète, la vaccination sera « volontaire et gratuite ».

Aussi, il n'y a pas lieu de polémiquer ou de s'opposer au vaccin, en parlant au nom des autres.

Vous savez qu'à ce jour, plus de 15 millions de personnes ont été vaccinées par le vaccin Pfizer, en Europe et aux Etats-Unis. Je rappelle que l'Union Européenne a commandé 300 millions de doses de vaccins. Nous ne sommes plus au stade expérimental. Les Polynésiens ne sont ni cobayes, ni rats de laboratoire, comme certains veulent le faire croire.

Que chaque polynésien et polynésienne se sente libre de se faire vacciner ou non. De ce fait, personne ne sera contraint. Personne ne subira de sanction.

Ensuite, comme vous le savez, les répercussions économiques et sociales de la crise sanitaire ont été immédiates et d'une ampleur inédite.

Je ne reviendrai pas sur l'ensemble des mesures de sauvegarde et de relance prises ces 10 derniers mois, je rappellerai néanmoins que les réserves financières judicieusement constituées entre 2015 et 2019, périodes de croissance, nous ont permis de disposer de moyens d'intervention immédiatement mobilisables, de rétablir la confiance et d'affronter la crise économique mieux armés.

La Polynésie française disposait en effet d'une réserve de l'ordre de 20 milliards, qui nous a permis de mettre en place très rapidement des amortisseurs sociaux pour nos familles et des dispositifs de soutien économique pour nos entreprises.

Je voudrai notamment citer les dispositifs à hauteur de 10 milliards du RSE, IS, IE, CAES, DIESE, DESETI, CSE ; le soutien à hauteur de 16 milliards FCP à trésorerie de la CPS par le remboursement anticipé du FADES et un prêt ; les reports d'échéance fiscale en faveur des entreprises ; des exonérations de certaines redevances, etc.

En renforcement des moyens décidés par le Pays, l'Etat a consacré, pour sa part, près de 60 milliards de FCP à la Polynésie au travers du FSE pour plus de 6 milliards d'une part, et des Prêts Garantis par l'Etat, pour plus de 52 milliards de FCP, d'autre part.

Faut-il nous rappeler que 60 milliards, c'est la moitié des recettes, tous impôts confondus, perçues par le Pays au cours de notre exercice budgétaire.

La note favorable A3 perspective stable publiée par l'agence de notation Moody's ainsi que la gestion raisonnée de la dette du Pays pendant les cinq dernières années ont également été des facteurs importants de la confiance dont nous avons bénéficié de la part de nos partenaires.

Grâce à ces moyens exceptionnels, le tissu économique a pu être sauvegardé.

Certes, au moment où je vous parle, près de 20 000 emplois restent fragilisés et des pans entiers de l'économie restent encore dans la difficulté, parmi lesquels le tourisme, les transports aériens, la perliculture.

Par effet de dominos, c'est l'ensemble de l'économie qui est directement ou indirectement affecté. La perte du PIB pour 2020 se situe entre 60 et 80 milliards de F CFP.

La crise a également fait plonger les comptes sociaux des divers régimes de prévoyance et menace la pérennité de la Protection Sociale Généralisée (PSG), qui est le socle, déjà fragile, de notre modèle social.

Dans le sillage des efforts déjà engagés, nous allons mobiliser toutes nos énergies et nos moyens pour que nos entreprises puissent dans un premier temps survivre, puis progressivement, dans un second temps, se redresser.

Cette séquence de soutien en faveur du secteur privé, et je le dis clairement, est essentielle pour sauvegarder le maximum d'emplois et ainsi préserver notre cohésion sociale.

Certains, ici, réclament « toujours plus » pour leurs entreprises. Vous savez, et certains d'entre vous commencent à me connaître, je suis pour l'équité et l'intérêt général. Lorsque vos demandes sont légitimes sur les plans moral et légal, je fais tout pour les satisfaire. Soyez-en convaincus.

Pour cette année 2021, vous le savez, nous avons inscrit au budget primitif les moyens exceptionnels pour maintenir en activité les dispositifs d'aide à l'économie et à l'emploi.

Impulser un nouvel élan et un nouveau souffle, c'est l'ambition de notre plan de relance.

La mobilisation de la commande publique est plus que jamais nécessaire pour relancer « la machine », même si des investissements privés sont d'ores et déjà identifiés. J'assume cette démarche « keynésienne », mais c'est la seule qui peut donner des résultats rapidement.

Comme, notre ministre de l'économie et des finances l'a annoncé, ce plan de relance sera évolutif en fonction de la situation et comportera des objectifs détaillés par secteur d'activité.

Concernant les grands axes de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle, l'objectif est d'infléchir significativement la courbe du chômage grâce à une politique de la formation professionnelle réactive et garante de l'accès pour tous à une formation de qualité.

En complément des lois sociales, la formation professionnelle appelle justement à être optimisée pour répondre au mieux aux besoins du marché du travail et des nouveaux besoins en compétences de nos entreprises.

En cette période de crise, l'emploi devient un enjeu de dignité humaine et sociale.

Tous les Polynésiens ont compris que, nous vivons dans un monde rempli d'incertitudes. Désormais, rien n'est acquis, même en matière d'emploi et d'activité. Tout peut s'écrouler, en peu de temps, comme nous venons de vivre avec le coronavirus.

Cette crise brutale nous enseigne que notre vie en société peut devenir précaire. C'est un paramètre nouveau qu'il faut intégrer. Et il en sera de même pour l'emploi. Et pour survivre dans un monde rempli de nouvelles incertitudes, il faut faire preuve d'agilité, de souplesse et d'adaptabilité. L'emploi doit intégrer cette agilité et cette adaptabilité.

Aussi, j'émets le vœu que les partenaires sociaux puissent réformer les lois du travail afin d'intégrer ces nécessaires souplesses et agilités réglementaires et ainsi redonner de la dignité aux polynésiens par le travail.

Nous devons également réformer notre système de solidarité, et en particulier de notre système de protection sociale. A cet égard, le Ministre, Yvonnick RAFFIN, en charge de la PSG, reprendra ce chantier vital dans le courant de cette année.

La crise que nous traversons nous oblige à redoubler d'efforts en cette année 2021, mais aussi à nous adapter à un monde en perpétuelle mutation.

Nous devons également nous engager avec conviction pour accompagner nos diverses transitions à savoir : la transition alimentaire pour nous assurer d'une grande autosuffisance agricole, la transition environnementale pour protéger notre patrimoine commun, la transition énergétique pour moins de carbone et plus d'indépendance et enfin, la transition numérique pour donner une plus grande facilité d'accès à l'information et à l'éducation.

Plus que jamais nous devons nous orienter sur le chemin d'une plus grande auto-suffisance, même si le tourisme, pilier central de notre économie, reste fortement dépendant de l'extérieur. Notre rôle, c'est de penser le monde de demain et de diversifier nos ressources économiques.

Pour une société plus unie et plus forte, un nouveau paradigme économique est à imaginer et à expérimenter.

Si la situation demeure encore fragile et qu'il reste encore beaucoup à faire, nous constatons déjà des points d'améliorations et des perspectives positives.

La reprise des vols internationaux, le 15 juillet 2020, a été salubre à l'économie polynésienne. Les chefs d'entreprise ont repris en partie confiance.

La reprise de la consommation, qui est un des éléments importants de la dynamique de la croissance du PIB polynésien, a été portée par les aides publiques de l'Etat et du Pays mais aussi par une activité dynamique de la part des établissements de crédit. L'épargne accumulé pendant la période de confinement a également favorisé la reprise au mois de juillet.

L'année 2021 sera également une année chargée de grands rendez-vous, avec de multiples réformes et des mutations inévitables dans nos comportements et nos modes de vie.

Elle s'ouvre sur un nouvel espoir. Le monde s'est mobilisé contre un ennemi commun, le coronavirus. Les vaccins mis au point sont dès à présent disponibles sur le territoire national et en Polynésie française.

Au-delà de la guerre que nous devons gagner contre cette pandémie, l'année sera placée sous le sceau de la création de richesses et d'emplois, dans un esprit de solidarité, de cohésion et de vivre ensemble.

Dans ce contexte, donner une place plus importante au dialogue et à la concertation avec les forces vives de notre Pays, est une nécessité et un devoir. Car nous avons des défis et des responsabilités en commun.

Le CESEC exprime ici la parole forte des corps intermédiaires, traits d'union entre la population et les pouvoirs publics.

Chères conseillères et chers conseillers, vous connaissez mon attachement à la concertation et au dialogue entre les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile organisée.

A ce titre, j'ai la conviction que la complémentarité du travail réalisé par nos institutions contribue à conforter la confiance retrouvée dans notre pays, à tracer les voies d'un développement durable et harmonieux, au bénéfice de tous.

Je tiens donc encore une fois, à vous remercier chaleureusement pour votre attitude positive et responsable, pour la qualité de votre travail dans le processus d'adoption de nos lois du pays. Je laisserai le soin à la ministre en charge des institutions de vous dresser un bilan de ces avis le moment venu.

Pour votre institution, l'année 2020 aura également été marquée par l'élection de votre nouveau président et de votre nouveau bureau. C'est donc l'occasion pour vous d'insuffler une dynamique favorable.

En ces moments de crise, je crois que nous devons transcender tous les clivages et unir nos forces dans une action commune, unir nos forces dans la cordialité et la paix et non dans l'affrontement et la haine.

Conclusion et vœux

Je vais conclure car j'ai déjà assez pris de votre temps et je ne veux pas en abuser davantage.

Je vous souhaite à tous, actrices et acteurs de la Société Civile, une année faite de courage, d'enthousiasme, d'amour et de paix.

A cet égard, permettez-moi une dernière parenthèse. En tant que Pays de paix et apprécié pour cela, l'ouverture d'un 8^{ème} magasin d'armes à feu, à proximité d'un grand collège et lycée de Papeete, est décalée dans le contexte actuel. Le Pays est opposé à l'ouverture de tout commerce d'armurerie. Je ferme cette parenthèse.

Si nous nous heurtons aux présentes difficultés sanitaires, auxquelles nous sommes complètement étrangers, je vous le rappelle, notre volonté et nos forces d'âmes elles, resteront vaillantes. Nos gènes sont imprégnés d'une capacité de résilience et de survie héritée du Peuple de Moana a Hiva, ce peuple océanien de la Pirogue.

Regardons l'avenir avec humilité et optimisme. Ayons confiance et faisons un large crédit à la nature humaine. Restons dignes et avançons ensemble. Alors, l'horizon s'élargira sous une lumière nouvelle !

Bonne et heureuse année à toutes et à tous !